

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q3/PAN/7**

11 mars 2002

(02-1223)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## **SUBVENTIONS**

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires

Réponses aux questions formulées par l'Australie<sup>1</sup>, la Suisse<sup>2</sup>,  
les Communautés européennes<sup>3</sup>, le Japon<sup>4</sup> et le Canada<sup>5</sup>

La Mission permanente du Panama a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 mars 2002.

### **I. QUESTIONS FORMULÉES PAR L'AUSTRALIE (G/SCM/Q3/PAN/1)**

- 1. Comment l'intensité ou la "favorabilité" du programme peut-elle être évaluée?**
- 2. Quels secteurs industriels ont été visés? 3. Quelles sont les dépenses budgétaires totales (le Panama a indiqué les dépenses budgétaires pour le programme décrit dans le document G/SCM/N/74/PAN/2)?**

#### **Zones franches industrielles d'exportation (ZPE)**

##### Réponse n° 1

L'intensité ou la favorabilité du programme peut être évaluée sur la base du montant des exportations et des avantages accordés à ces volumes d'exportations sous forme d'exonérations d'impôts. Les zones franches industrielles d'exportation ont fait l'objet d'exonérations de l'impôt sur le revenu de l'ordre de 1,5 million de dollars pour la période 1998-2000, selon le Département d'études fiscales de la Direction générale des recettes du Ministère de l'économie et des finances. Ces exonérations correspondent aux volumes d'exportations relevés pour 1998, 1999 et 2000, qui ont été respectivement, de 25,7, 20,5 et 26,0 millions de dollars.

---

<sup>1</sup> G/SCM/Q3/PAN/1.

<sup>2</sup> G/SCM/Q3/PAN/2.

<sup>3</sup> G/SCM/Q3/PAN/3.

<sup>4</sup> G/SCM/Q3/PAN/4.

<sup>5</sup> G/SCM/Q3/PAN/5.

Réponse n° 2

Les principales activités bénéficiant du programme des ZPE sont entre autres: l'assemblage de machines, la réparation de pièces automobiles, les services de construction, la fabrication de produits pharmaceutiques, la confection, la transformation de l'aluminium et du verre, les services d'approvisionnement des navires.

Réponse n° 3

Veuillez vous reporter à la réponse n° 1.

**Registre officiel de l'industrie nationale (ROIN)**Réponse n° 1

L'intensité ou la favorabilité du programme peut être évaluée à partir du montant des exportations et des avantages accordés à ces volumes d'exportations sous la forme d'exonérations d'impôts.

MONTANT TOTAL DES EXPORTATIONS ET DES EXONÉRATIONS D'IMPÔTS  
ACCORDÉES AUX ENTREPRISES INSCRITES AU REGISTRE OFFICIEL  
DE L'INDUSTRIE NATIONALE

Type d'entreprise	1999	
	Montant des exportations (Millions de dollars EU)	Montant des exonérations (Millions de dollars EU) <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>238,4</b>	<b>14,39</b>
Travaillant entièrement pour l'exportation	73,8	2,67
Travaillant partiellement pour l'exportation	164,5	11,72

<sup>1</sup> Comprend le montant total de l'impôt sur les bénéfices exonéré, la taxe d'importation, la taxe de transmission de biens mobiliers et d'autres taxes.

Réponse n° 2

Les secteurs industriels qui bénéficient des subventions au titre du Registre officiel de l'industrie nationale sont principalement l'industrie manufacturière et divers services. Le tableau ci-après rend compte du nombre d'entreprises bénéficiant du programme, par secteur d'activité.

NOMBRE D'ENTREPRISES INSCRITES AU REGISTRE OFFICIEL  
DE L'INDUSTRIE NATIONALE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteur industriel	Marché			Total
	Exportation d'une partie de la production	Exportation de la totalité de la production	Marché intérieur	
Produits alimentaires, boissons et tabacs	138	45	183	366
Textiles, vêtements et cuirs	126	11	26	163
Bois et ouvrages en bois, y compris les meubles	43	2	37	82

Secteur industriel	Marché			Total
	Exportation d'une partie de la production	Exportation de la totalité de la production	Marché intérieur	
Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et édition	54	3	59	116
Produits chimiques et produits dérivés du pétrole et du charbon, articles en caoutchouc et en matières plastiques	93	4	73	170
Produits minéraux non métalliques, à l'exclusion des dérivés du pétrole et du charbon	20		31	51
Métallurgie de base	9	3	4	16
Fabrication d'ouvrages en métal, de machines et de biens d'équipement	69	6	90	165
Autres industries manufacturières	8	1	5	14
Services aux personnes et aux foyers	2		25	27
<b>Total</b>	<b>562</b>	<b>75</b>	<b>533</b>	<b>1 170</b>

### Réponse n° 3

Le Panama a fourni, dans le document G/SCM/N/71/PAN, section c, page 9, une estimation des recettes sacrifiées du fait des exonérations d'impôts accordées aux entreprises inscrites au Registre officiel de l'industrie nationale. Le tableau ci-après donne plus de précisions.

#### MONTANT TOTAL DES EXPORTATIONS ET DES EXONÉRATIONS D'IMPÔTS ACCORDÉES AUX ENTREPRISES INSCRITES AU REGISTRE OFFICIEL DE L'INDUSTRIE NATIONALE

Type d'entreprise	1999	
	Montant des exportations (Millions de dollars EU)	Montant des exonérations (Millions de dollars EU) <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>238,4</b>	<b>14,39</b>
Travaillant entièrement pour l'exportation	73,8	2,67
Travaillant partiellement pour l'exportation	164,5	11,72

<sup>1</sup> Comprend le montant total de l'impôt sur les bénéfices exonéré, la taxe d'importation, la taxe de transmission de biens mobiliers et d'autres taxes.

### Certificat de crédit d'impôt (CAT)

### Réponse n° 3

Les recettes sacrifiées au titre du Certificat de crédit d'impôt sont indiquées au paragraphe 9, point A du document G/SCM/N/71/PAN, page 4.

**4. Quel est le champ d'application du programme? Les subventions sont-elles subordonnées à l'exportation?**

Réponse n° 4

Le programme vise les exportations de biens non traditionnels produits ou élaborés, totalement ou en partie, au Panama, pour autant qu'ils répondent aux critères établis par le programme, soit avoir une teneur en éléments d'origine nationale représentant 20 pour cent au moins du coût de fabrication ou de production et une valeur ajoutée dans le pays qui ne soit pas inférieure à 20 pour cent, pour ce qui est des entreprises implantées dans la région métropolitaine, et une teneur en éléments d'origine nationale de 10 pour cent au moins pour les entreprises implantées en dehors de la région métropolitaine. Le champ d'application du programme ne dépend pas du volume des exportations. Toutefois, pour qu'un produit puisse faire l'objet du programme, la condition nécessaire est qu'il appartienne à la catégorie des produits non traditionnels. Aux fins de ce programme, et conformément aux dispositions des articles 1 et 2, chapitre premier de la Loi n° 108 du 30 décembre 1974, dont l'application est régie par le Décret n° 5 du 8 février 1991 sur les incitations à l'exportation, et par la Loi n° 4 du 19 février 1993, sont considérées comme produits non traditionnels les marchandises produites ou élaborées au Panama, en partie ou en totalité, telles que définies dans le Système harmonisé de 1996, à l'exception des produits suivants:

- a) sucre de canne;
- b) bananes et purée de banane:
  - b.1 bananes;
  - b.2 purée de banane;
- c) sirops et mélasses de canne:
  - c.1 sirops de canne;
  - c.2 mélasses de canne;
- d) fèves de cacao;
- e) café en grains;
- f) crevettes fraîches, réfrigérées ou congelées;
- g) viande des animaux de l'espèce bovine, fraîche, réfrigérée ou congelée<sup>6</sup>
- h) cuirs de bovins non tannés;
- i) bois débité;
- j) bovins, porcs et chevaux:
  - j.1 bovins de race ordinaire;
  - j.2 porcs de race ordinaire;
  - j.3 chevaux de race ordinaire;
- k) farine de poisson;
- l) autres huiles de poisson et d'animaux marins;
- m) ferrailles;
- n) écailles de tortue brutes;
- o) extraits de fruits (agrumes);
- p) pétrole et produits dérivés;
- q) ventes au titre des traités bilatéraux de libre-échange et de traitement préférentiel;
- r) minéraux, métaux et produits dérivés.

---

<sup>6</sup> En vertu de la Loi n° 4, du 19 janvier 1993, la viande des animaux de l'espèce bovine, fraîche, réfrigérée ou congelée, est considérée comme un produit non traditionnel.

## II. QUESTIONS FORMULÉES PAR LA SUISSE (G/SCM/Q3/PAN/2)

**1. Le Panama pourrait-il fournir des données statistiques concernant la valeur des exportations totales des entreprises inscrites au Registre officiel de l'industrie nationale?**

### Réponse n° 1

Données statistiques concernant le montant total des exportations des entreprises inscrites au Registre officiel de l'industrie nationale:

**MONTANT TOTAL DES EXPORTATIONS ET DES EXONÉRATIONS D'IMPÔTS  
ACCORDÉES AUX ENTREPRISES INSCRITES AU REGISTRE OFFICIEL  
DE L'INDUSTRIE NATIONALE**

Type d'entreprise	1999	
	Montant des exportations (Millions de dollars EU)	Montant des exonérations (Millions de dollars EU) <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>238,4</b>	<b>14,39</b>
Travaillant entièrement pour l'exportation	73,8	2,67
Travaillant partiellement pour l'exportation	164,5	11,72

<sup>1</sup> Comprend le montant total de l'impôt sur les bénéfices exonéré, la taxe d'importation, la taxe de transmission de biens mobiliers et d'autres taxes.

**2. Le Panama pourrait-il également préciser si les exemptions accordées aux entreprises inscrites au Registre officiel de l'industrie nationale peuvent également être accordées aux personnes morales étrangères et si la même procédure de candidature s'applique aux entreprises nationales et aux entreprises étrangères?**

### Réponse n° 2

La Loi n° 3 du 20 mars 1986 portant adoption du régime d'incitation visant la promotion et le développement de l'industrie nationale et des exportations stipule, à l'article 2, que pourront se prévaloir des avantages et incitations prévus par cette loi toutes les entreprises implantées sur le territoire de la République du Panama qui travaillent dans le secteur manufacturier ou les industries d'assemblage, y compris les petites et moyennes entreprises industrielles. En somme, pour pouvoir bénéficier des incitations du programme, outre qu'il lui faut satisfaire à certaines exigences en matière de production, une entreprise doit être implantée et exploitée sur le territoire de la République du Panama.

Les lois panaméennes régissant les questions relatives au commerce et à l'industrie disposent que, pour avoir des activités au Panama, une entreprise industrielle doit être titulaire d'une licence d'exploitation appelée Licence industrielle, laquelle est délivrée par le Ministère du commerce et de l'industrie. Cette licence permet à l'entreprise industrielle d'exercer et de se faire inscrire au Registre officiel de l'industrie nationale.

Que leur capital soit panaméen, étranger ou mixte, les entreprises industrielles doivent satisfaire aux exigences en matière de production énoncées dans la Loi n° 3 du 20 mars 1986, si elles comptent demander leur inscription au Registre officiel de l'industrie nationale (ROIN) et souhaitent

bénéficier, aux mêmes conditions, des avantages accordés dans le cadre du programme, quelle que soit l'origine de leur capital.

Depuis le 21 juin 1995, il n'est plus possible d'inscrire de nouvelles entreprises industrielles au Registre officiel de l'industrie nationale et les avantages découlant du programme sont accordés uniquement aux entreprises inscrites à cette date.

**3. En ce qui concerne la demande de prorogation de la période de transition pour le programme de certificat de crédit d'impôt, la Suisse relève que le montant de la subvention accordée a augmenté considérablement au cours de la période notifiée par le Panama (G/SCM/N/71/PAN). L'article 27.4 autorise une prorogation annuelle mais fait également référence à une élimination progressive des subventions à l'exportation. Le Panama pourrait-il préciser le calendrier qu'il estime nécessaire pour la poursuite de ce programme?**

Réponse n° 3

Vu la conjoncture économique dont il a été question au paragraphe 5 du document G/SCM/N/74/PAN/2, le Panama estime qu'une prorogation de cinq (5) ans du programme de certificats de crédit d'impôt est nécessaire. C'est le temps qu'il faudrait pour qu'apparaissent les résultats de la politique actuellement menée pour diversifier la capacité de production du pays et les marchés qui pourraient s'ouvrir aux exportations panaméennes, ainsi que pour restructurer le système d'incitation et de promotion du commerce extérieur. Une telle prorogation devrait permettre au Panama d'opérer progressivement les ajustements nécessaires pour mettre en œuvre les engagements contractés auprès de l'OMC, à cet égard.

**III. QUESTIONS FORMULÉES PAR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
(G/SCM/Q3/PAN/3)**

**Registre officiel de l'industrie nationale (ROIN) et zones franches industrielles d'exportation (ZPE)**

**1. Prière d'indiquer quand les programmes ont été mis en œuvre.**

**ROIN**

Réponse n° 1

La Loi n° 3 du 20 mars 1986 portant adoption du régime d'incitation visant la promotion et le développement de l'industrie nationale et des exportations, publiée au Journal officiel n° 20 518 du 24 mars 1986, est entrée en vigueur dès sa promulgation. Le programme est appliqué depuis lors, mais c'est seulement en août 1986 qu'a eu lieu la première inscription au Registre officiel de l'industrie nationale et qu'ont commencé à être accordés les avantages prévus dans le cadre de ce programme.

**ZPE**

Réponse n° 1

La Loi n° 25 du 30 novembre 1992 établissant un régime spécial, complet et simplifié concernant la création et le fonctionnement des zones franches industrielles d'exportation, publiée au Journal officiel n° 22 175 du 2 décembre 1992, est entrée en vigueur dès sa promulgation. Le programme est appliqué depuis lors, mais c'est seulement en 1993 que se sont installées les deux

premières entreprises dans une zone franche industrielle d'exportation et qu'ont commencé à être accordés les avantages prévus dans le cadre de ce programme.

**2. Prière d'indiquer si les programmes prévoient des formes de subventions autres que l'exemption de droits d'importation et de taxes intérieures (par exemple, dons, fourniture de biens ou de services).**

**ROIN**

**Réponse n° 2**

Le cadre juridique du programme prévoit d'autres avantages. Il prévoit que les entreprises exportant une partie de leur production bénéficient, outre les exonérations d'impôts, de déductions aux fins d'imposition des frais fixes tels que les intérêts, les frais d'amortissement et les frais de maintenance, à condition que le total des ventes à l'exportation n'excède pas 20 pour cent du montant total des ventes.

Pour ce qui est des entreprises destinant la totalité de leur production à l'exportation et des entreprises travaillant en partie pour l'exportation, la loi prévoit également la création de programmes spéciaux de financement à des conditions préférentielles par rapport à celles du marché. Cependant, ces programmes n'ont jamais été mis en œuvre et, à ce jour, aucune entreprise inscrite au Registre officiel de l'industrie nationale n'a bénéficié de cet avantage.

Il n'existe dans le cadre de ce programme aucune autre forme d'avantage que ceux indiqués ci-dessus.

**ZPE**

**Réponse n° 2**

Ce programme ne prévoit aucune forme de subvention autre que les exonérations indiquées au paragraphe B.5 du document G/SCM/N/71/PAN.

**3. Prière d'expliquer ce que signifie "établissement de programmes spéciaux de financement à des conditions préférentielles par rapport à celles du marché" (page 3 du document G/SCM/N/74/PAN/1).**

**ROIN**

**Réponse n° 3**

Par la formule "établissement de programmes spéciaux de financement à des conditions préférentielles par rapport à celles du marché", il faut entendre la création de programmes destinés à faciliter l'accès au crédit par la mise à disposition de prêts à des taux d'intérêt préférentiels. Le Panama confirme qu'il n'existe aucun programme de ce type qui profite ou pourrait profiter à des entreprises inscrites au Registre officiel de l'industrie nationale.

**4. Les programmes prévoient-ils une condition à l'utilisation de biens d'origine nationale? Dans l'affirmative, prière d'indiquer la disposition pertinente.**

**ROIN**

**Réponse n° 4**

L'article 25 de la Loi n° 3 du 20 mars 1986 fixe certaines conditions pour l'utilisation de biens d'origine nationale. En substance, la loi stipule que les entreprises qui destinent la totalité de leur production à l'exportation peuvent importer tous leurs intrants en franchise de droits mais que, lorsqu'il existe une offre locale de ces intrants en quantité suffisante, à un niveau de qualité acceptable et à des prix identiques ou équivalents aux prix c.a.f. des intrants étrangers, elles doivent privilégier le bien d'origine nationale. Les entreprises destinant une partie de leur production à l'exportation sont assujetties sur ce point au même traitement. À titre exceptionnel, les entreprises d'assemblage bénéficiant du régime prévu par cette loi peuvent importer tous leurs intrants en franchise de droits, que ceux-ci soient produits ou non en quantité suffisante, à un niveau de qualité acceptable et à un prix compétitif dans le pays.

### **ZPE**

#### **Réponse n° 4**

Ce programme n'impose aucune sorte de condition à l'utilisation de biens d'origine nationale.

#### **5. Prière d'indiquer le taux d'exemption des droits d'importation ou des taxes intérieures au 1<sup>er</sup> septembre 2001.**

#### **Réponse n° 5**

Le taux moyen des droits d'importation *ad valorem* applicables au Panama au 1<sup>er</sup> septembre 2001 était de 9,05 pour cent. Le taux NPF appliqué à un tiers des marchandises importées, à savoir des matières premières ou des biens intermédiaires destinés à l'industrie, a été abaissé à zéro pour cent au 1<sup>er</sup> janvier 2002. Cela signifie que l'exonération de ce droit a été généralisée à tout le secteur industriel du Panama. En ce qui concerne les taxes intérieures, l'exonération correspond à 100 pour cent du taux applicable, lequel oscille entre 15 et 30 pour cent dans le cas de l'impôt sur les bénéfices générés par les exportations et s'élève à 5 pour cent dans le cas de la taxe de transmission de biens mobiliers.

#### **6. Prière de décrire, le cas échéant, toutes modifications apportées aux programmes depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001. En particulier, indiquer toutes modifications du taux d'exemption ou du champ d'application des programmes, par exemple, produits visés, implantation, etc.**

### **ROIN et ZPE**

#### **Réponse n° 6**

Hormis ce qui a été indiqué au point précédent, le Panama confirme qu'il n'y a pas eu de modification du taux d'exemption ou du champ d'application des programmes visés par rapport à ce qui est dit dans la notification publiée sous la cote G/SCM/74/PAN/1.

#### **7. Prière d'indiquer pour chaque programme combien d'entreprises en bénéficiaient au 1<sup>er</sup> septembre 2001.**

### **ROIN**

#### **Réponse n° 7**

Six cent trente-sept entreprises ont bénéficié du programme se rapportant au Registre officiel de l'industrie nationale.



**ZPE**

**Réponse n° 7**

Cinquante-six entreprises ont bénéficié de ce programme.

**8. Il est indiqué dans la notification que la durée du programme concernant les zones franches industrielles d'exportation est "indéfinie". Prière de préciser quand le Panama a l'intention de supprimer ce programme.**

**Réponse n° 8**

Le programme des zones franches industrielles d'exportation est un instrument de promotion du commerce et de la production. Le Panama se propose d'adapter progressivement ce programme aux dispositions relatives aux subventions à l'exportation pendant la période de prorogation demandée.

**9. Il est indiqué dans le document G/SCM/N/74/PAN/2 qu'une prorogation du programme est demandée pour une période additionnelle de cinq ans. Cependant, il est dit dans le document G/SCM/N/48/PAN, sous la rubrique "durée de la subvention", qu'il est prévu que le programme aille jusqu'au 31 décembre 2002. Prière de préciser comment et à quelle date le Panama a l'intention de supprimer ce programme.**

**Réponse n° 9**

Pendant la période de prorogation demandée, le Panama se propose d'adapter progressivement le programme des certificats de crédit d'impôt aux dispositions relatives aux subventions à l'exportation.

**IV. QUESTIONS FORMULÉES PAR LE JAPON (G/SCM/Q3/PAN/4)**

**1. Le Panama pourrait-il expliquer en détail comment le certificat devrait être établi?**

**Réponse n° 1**

L'émission du Certificat de crédit d'impôt est soumise à l'approbation de la Commission technique des incitations à l'exportation, sur recommandation du Secrétariat exécutif. Le Secrétariat exécutif relève de la Direction nationale des services du commerce extérieur du Ministère du commerce et de l'industrie. Il est chargé de recevoir, d'analyser, d'évaluer et d'examiner les demandes présentées par les entreprises exportatrices.

Pour bénéficier des avantages du programme, l'entreprise exportatrice doit soumettre au Secrétariat exécutif une demande présentée au moyen d'un formulaire émanant de celui-ci et joindre les documents suivants: 1) les états financiers vérifiés et/ou la déclaration de revenus du dernier exercice financier; 2) une déclaration sur l'honneur concernant la teneur en éléments d'origine nationale et la valeur ajoutée dans le pays pour le produit destiné à l'exportation, dûment certifiée par un économiste, un spécialiste du génie industriel ou un expert-comptable agréé; 3) une copie du tableau des cotisations sociales pour l'exercice financier précédent et celui de l'année visée, dans le cas où l'exportateur souhaite bénéficier d'un avantage lié à l'emploi; 4) le certificat de situation régulière avec le fisc; 5) des timbres fiscaux; 6) des documents qui attestent des éléments constitutifs de la valeur ajoutée dans le pays au produit destiné à l'exportation; et 7) si la demande est présentée par l'intermédiaire d'un avocat, un document attestant des pouvoirs conférés à celui-ci.

Les documents fournis par l'entreprise exportatrice sont ensuite vérifiés par le Secrétariat exécutif, qui peut à tout moment entreprendre les recherches ou inspections qu'il juge nécessaires et demander à voir les écritures comptables et autres documents justifiant les postes ou résultats indiqués dans la demande. Une fois l'enquête en question terminée et les informations fournies par l'entreprise exportatrice dûment vérifiées, le Secrétariat exécutif détermine la teneur en éléments d'origine nationale du produit destiné à l'exportation et la valeur qui lui a été ajoutée dans le pays. Pour ce faire, il applique les méthodes suivantes:

1. la teneur en éléments d'origine nationale équivaut à 100 pour cent de la valeur des composants ci-après entrant dans la valeur des produits destinés à l'exportation:
  - a) matières premières agricoles, marines et minérales non métalliques d'origine nationale utilisées directement dans le processus de production;
  - b) main-d'œuvre nationale, directe et à forfait, utilisée dans le processus de production;
  - c) impôts nationaux et locaux, à l'exception de ceux qui ont été payés au moyen de certificats de crédit d'impôt;
  - d) services publics, excepté les services relevant de la clause relative aux combustibles;
  - e) emballages et conditionnements d'origine nationale;
2. la valeur ajoutée dans le pays se calcule sur la base de l'une des deux formules suivantes, au choix de l'entreprise exportatrice:
  - I. La valeur ajoutée dans le pays comprend la valeur des éléments ci-après entrant dans la valeur des produits destinés à l'exportation, affectée du coefficient de pondération indiqué:
    - a) main-d'œuvre nationale utilisée dans le processus de production (coefficient 1);
    - b) impôts nationaux, indirects et locaux, à l'exception des impôts payés au moyen de certificats de crédit d'impôt (coefficient 1);
    - c) location de terres et de terrains (coefficient 1);
    - d) intérêts sur les prêts obtenus auprès d'organismes bancaires ou financiers ayant des activités au Panama, pour le financement de la production destinée à l'exportation (coefficient 1);
    - e) amortissement de biens meubles et immeubles d'origine nationale liés à la fabrication (coefficient 1);
    - f) bénéfices générés par les exportations, à condition qu'ils n'excèdent pas 12 pour cent du capital investi, (coefficient 1);
    - g) matières premières utilisées dans le processus de production, à condition qu'elles n'aient pas été prises en compte dans les éléments susmentionnés et que l'élément d'origine nationale soit supérieur ou égal à 50 pour cent; valeur pondérée comme suit:
      - g.1) pour les matières premières agricoles, marines et minérales, non métalliques, d'origine nationale, le coefficient appliqué est de 0,85, excepté pour les crevettes fraîches, réfrigérées ou congelées et la viande fraîche, réfrigérée ou congelée, pour lesquelles ce coefficient est de zéro;
      - g.2) pour les matières premières industrielles d'origine nationale dont l'élément national est supérieur ou égal à 50 pour cent, le coefficient appliqué est de 0,35;
    - h) location de biens meubles et immeubles d'origine nationale liés à la production (coefficient 0,8);

- i) paiements au titre de services, à des personnes physiques ou morales établies sur le territoire national et liées à la production et à la gestion interne du produit destiné à l'exportation (coefficient 0,85);
  - j) frais occasionnés par l'utilisation de services publics (eau, téléphone et énergie électrique) (coefficient 0,8) – dans le cas de l'énergie électrique, le calcul ne tiendra pas compte de l'élément relevant de la clause des combustibles;
  - k) conditionnements et emballages produits localement, utilisés pour les biens destinés à l'exportation (coefficient 0,35).
- II. La valeur ajoutée dans le pays comprend la valeur des éléments ci-après entrant dans la valeur des produits destinés à l'exportation, affectée du coefficient de pondération indiqué:
- a) main-d'œuvre nationale utilisée dans le processus de production (coefficient 1);
  - b) impôts nationaux, indirects et locaux, à l'exception des impôts payés au moyen de certificats de crédit d'impôt (coefficient 1);
  - c) matières premières utilisées dans le processus de production, à condition qu'elles n'aient pas été prises en compte dans les éléments susmentionnés; valeur pondérée comme suit:
    - g.1) pour les matières premières agricoles, marines et minérales, non métalliques, d'origine nationale, le coefficient appliqué est de un, excepté pour les crevettes fraîches, réfrigérées ou congelées et la viande fraîche, réfrigérée ou congelée, pour lesquelles le coefficient appliqué est de zéro;
    - g.2) pour les matières premières industrielles d'origine nationale dont l'élément national est supérieur ou égal à 50 pour cent, le coefficient appliqué est de 0,35;
  - d) paiements pour des services spéciaux (travail à forfait et emploi de techniciens) liés directement à la production (coefficient 1);
  - e) frais occasionnés par l'utilisation de services publics (eau, téléphone et énergie électrique) (coefficient 1) – dans le cas de l'énergie électrique, le calcul ne tiendra pas compte de l'élément relevant de la clause des combustibles;
  - f) conditionnements et emballages produits localement, utilisés pour les biens destinés à l'exportation (coefficient 0,35).

L'entreprise exportatrice choisit une seule fois sa méthode de calcul.

Une fois déterminée la teneur en éléments d'origine nationale du bien destiné à l'exportation et la valeur qui y a été ajoutée dans le pays, le Secrétariat exécutif recommande à la Commission technique des incitations à l'exportation, en vertu des résultats ainsi obtenus, de donner ou non son approbation à l'émission de certificats de crédit d'impôt (CAT), conformément aux dispositions de la loi.

Après qu'elle a reçu tous les documents requis, la Commission technique des incitations à l'exportation dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour examiner la demande et se prononcer sur la possibilité d'émettre un certificat de crédit d'impôt (CAT). Dès que la Commission a confirmé l'exactitude de la valeur ajoutée dans le pays (VAN), le Secrétariat exécutif élabore une résolution par laquelle il octroie le Certificat de crédit d'impôt, sur présentation, par l'entreprise exportatrice, des documents suivants:

- a) facture;

- b) déclaration d'exportation ou attestation de règlement des exportations;
- c) bordereau d'expédition;
- d) certificat émis par le Ministère de l'économie et des finances établissant que l'exportation a bien eu lieu.

La Résolution doit être approuvée par l'Inspection générale de la République, puis publiée au Bulletin de la propriété industrielle du Ministère du commerce et de l'industrie. L'original est envoyé au Ministère de l'économie et des finances, qui émet le Certificat de crédit d'impôt (CAT) correspondant.

La valeur ajoutée dans le pays (VAN), approuvée par la Commission pour un exercice financier donné, sert pour les exportations de l'année en cours et pour celles des deux (2) années suivantes. L'exportateur dispose d'un délai maximal de six (6) mois après l'exportation pour demander à bénéficier d'un certificat de crédit d'impôt.

Le Certificat de crédit d'impôt (CAT) doit indiquer clairement le nom et le numéro d'enregistrement unique du contribuable (RUC), la date d'émission, le montant, le numéro et la date de la Résolution. Ce certificat équivaut à 15 pour cent de la valeur ajoutée dans le pays (VAN) au bien exporté. Le Certificat de crédit d'impôt est fractionné en coupons numérotés vierges (à l'image du chèque), ce qui permet à son détenteur d'en faire usage en fonction du montant de l'impôt à acquitter. Il est exonéré de toute forme d'impôts, ne porte pas intérêt et peut être utilisé pendant neuf (9) mois après la date d'émission, à condition que ce ne soit pas pendant l'exercice fiscal au cours duquel le Certificat a été émis.

## **2. Le Panama pourrait-il fournir des exemples de produits exportés par les entreprises bénéficiant de ce programme?**

### Réponse n° 2

Les produits ci-après font, entre autres, partie de ceux qui sont exportés par des entreprises bénéficiant du programme de certificats de crédit d'impôt: produits de la mer, viande bovine, produits d'hygiène et d'entretien, cuir semi-ouvré, gants en latex, cigares, médicaments, rhum et eaux-de-vie, bière et séparateurs d'œufs.

## **3. Selon la notification du Panama, "le Certificat de crédit d'impôt devient caduc quatre ans après sa date d'émission". Si, comme l'indique le Panama, ce programme se termine à la fin de 2008, les entreprises pourront-elles continuer à en bénéficier jusqu'à la fin de 2012?**

### Réponse n° 3

L'entreprise exportatrice peut demander à bénéficier de l'avantage que confère ce programme jusqu'à six (6) mois après l'exportation, conformément à l'article 32 du Décret exécutif n° 274 du 29 décembre 1995 visant à généraliser les incitations fiscales. Au-delà de cette date, l'entreprise exportatrice perd toute possibilité de demander à bénéficier de ce programme, le droit que lui reconnaît la loi devenant caduc.

Une fois émis le Certificat de crédit d'impôt (CAT), l'entreprise exportatrice bénéficie du programme et devient créancière du Certificat. Naît alors l'engagement de l'État d'honorer ce certificat sous la forme et dans le délai prévus par la loi. La durée de validité indiquée dans la loi est de quatre (4) ans, ce qui correspond au temps dont dispose le porteur pour encaisser le Certificat. Le Certificat de crédit d'impôt étant un titre négociable, le législateur a souhaité établir une durée de validité particulière pour ce titre, autrement dit, une période déterminée pendant laquelle le porteur peut en faire usage.

En présentant sa demande, l'entreprise exportatrice fait usage de son droit à se prévaloir des avantages découlant du programme; avec l'émission du Certificat, elle bénéficie de ces avantages. La période de quatre (4) ans à l'issue de laquelle le Certificat devient caduc détermine uniquement les effets que produit la non-utilisation de ce titre pendant une période déterminée. En somme, on peut dire que le délai de quatre (4) ans accordé par la loi pour donner effet au titre rend sensible le fait qu'un avantage découlant du programme a été obtenu, et ce d'autant plus que la loi en question stipule que la démarche nécessaire pour bénéficier du programme doit être faite dans les six (6) mois.

## **V. QUESTIONS FORMULÉES PAR LE CANADA (G/SCM/Q3/PAN/5)**

### **1. Pendant combien de temps une entreprise peut-elle bénéficier de ces avantages? S'il y a une échéance, une entreprise peut-elle renouveler sa demande d'exonération?**

#### **ROIN**

##### **Réponse n° 1**

L'article 30 de la Loi n° 3 du 20 mars 1986 stipule que l'inscription des entreprises au Registre officiel de l'industrie nationale est valable pour une période de dix (10) ans, à moins qu'il ne s'agisse d'entreprises qui s'établissent ou qui sont établies dans des régions moins développées, comme celles qui sont mentionnées à l'article 13 de cette loi, auquel cas l'inscription est valable quinze (15) ans. Au-delà des périodes susmentionnées, les entreprises établies et fonctionnant normalement peuvent, en l'absence d'autre législation en la matière, bénéficier des dispositions en vigueur de la loi actuelle pour une durée d'un an, l'enregistrement étant ensuite réactivé chaque année.

Cependant, l'article 23 de la Loi n° 28 du 20 juin 1995, modifié par la Loi n° 26 du 4 juin 2001, établit une réglementation en la matière. Celle-ci dispose que le Ministère du commerce et de l'industrie peut prolonger la durée de la validité de l'enregistrement des entreprises ayant des activités identiques ou similaires jusqu'à la date d'échéance de l'enregistrement le plus récent d'une entreprise du même type, afin d'éviter de pénaliser les entreprises dont l'enregistrement expire en premier. En conséquence, la durée de validité de l'enregistrement d'une entreprise dépend de celle de l'enregistrement d'autres entreprises ayant des activités similaires.

Tant que les entreprises sont inscrites au Registre officiel de l'industrie nationale, s'acquittent des paiements exigibles et satisfont aux exigences requises, elles peuvent profiter des avantages offerts par ce programme. Les entreprises qui ne s'en sont pas prévaluées ne perdent pas pour autant le droit d'en faire la demande pour autant qu'elles remplissent les conditions mentionnées ci-dessus. Les entreprises peuvent solliciter des exonérations au moment qu'elles jugent opportun ou ne pas le faire si bon leur semble, mais dans aucun cas, elles ne perdent leurs droits.

#### **ZPE**

##### **Réponse n° 1**

Il n'est pas prévu de date d'échéance. Pour le moment, la loi stipule que le programme est de durée indéfinie. Toute entreprise exerçant des activités dans une zone franche industrielle d'exportation peut bénéficier des avantages conférés par la loi; rien ne l'empêche de s'en passer ou d'y prétendre à nouveau après une période d'interruption. Tant que l'entreprise exerce son activité dans une zone franche industrielle d'exportation et satisfait aux exigences définies par la loi, elle peut bénéficier des avantages qui découlent du programme.

**2. Qui peut bénéficier de ces programmes: les secteurs industriels, l'agriculture, certaines régions?**

**ROIN**

**Réponse n° 2**

Seules peuvent bénéficier des avantages consentis dans le cadre du programme aux entreprises destinant la totalité de leur production à l'exportation et aux entreprises travaillant partiellement pour l'exportation les entreprises qui, sur le territoire de la République du Panama, exercent des activités industrielles de manufacture ou d'assemblage, y compris les petites et moyennes entreprises industrielles.

**ZPE**

**Réponse n° 2**

Peuvent bénéficier du programme toutes les personnes physiques ou morales, panaméennes ou étrangères, qui produisent des biens et des services dans les catégories suivantes: les entreprises manufacturières, d'assemblage, de transformation de produits finis ou semi-finis, d'exportation de services et de services généraux.

Peuvent également bénéficier des avantages du programme, les ventes de matières premières, de produits semi-finis et d'emballages fournis par les entreprises nationales aux industries établies à l'intérieur des zones franches industrielles d'exportation, ces ventes étant considérées comme des exportations mais ne pouvant faire l'objet de certificats de crédit d'impôt (CAT).

**3. Quels sont les produits relevant des "biens non traditionnels"?**

**CAT**

**Réponse n° 3**

En vertu des dispositions des articles 1 et 2 du chapitre premier de la Loi n° 108, du 30 décembre 1974, dont l'application est régie par le Décret n° 5 du 8 février 1991 sur les incitations à l'exportation, et de la Loi n° 4 du 19 février 1993, sont considérées comme produits non traditionnels les marchandises produites ou élaborées au Panama, en partie ou en totalité, telles que définies dans le Système harmonisé de 1996, à l'exception des produits suivants:

- a) sucre de canne;
- b) bananes et purée de banane:
  - b.1 bananes;
  - b.2 purée de banane;
- c) sirops et mélasses de canne:
  - c.1 sirops de canne;
  - c.2 mélasses de canne;
- d) fèves de cacao;
- e) café en grains;
- f) crevettes fraîches, réfrigérées ou congelées;
- g) viande des animaux de l'espèce bovine, fraîche, réfrigérée ou congelée<sup>7</sup>

---

<sup>7</sup> En vertu de la Loi n° 4, du 19 janvier 1993, la viande des animaux de l'espèce bovine, fraîche, réfrigérée ou congelée, est considérée comme un produit non traditionnel.

- h) cuirs de bovins non tannés;
- i) bois débité;
- j) bovins, porcs et chevaux:
  - j.1 bovins de race ordinaire;
  - j.2 porcs de race ordinaire;
  - j.3 chevaux de race ordinaire;
- k) farine de poisson;
- l) autres huiles de poisson et d'animaux marins;
- m) ferrailles;
- n) écailles de tortue brutes;
- o) extraits de fruits (agrumes);
- p) pétrole et produits dérivés;
- q) ventes au titre des traités bilatéraux de libre-échange et de traitement préférentiel;
- r) minéraux, métaux et produits dérivés.

**4. Le crédit d'impôt est décrit comme équivalant à 15 pour cent de la valeur ajoutée dans le pays des marchandises exportées. S'agit-il d'un crédit d'impôt remboursable si les impôts dus sont inférieurs au crédit d'impôt?**

Réponse n° 4

Le montant du CAT doit servir intégralement à payer l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur les dividendes, les taxes complémentaires, les taxes immobilières et les taxes de transmission de biens mobiliers (ITBM). Le certificat est délivré à son bénéficiaire pour servir au règlement des impôts que celui-ci doit.

---